

Requesting Organization :	Plan International			
Allocation Type :	Allocation Standard 1			
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage		
Protection	Protection de l'enfance	100		
		100		
Project Title :	Protection des Enfants et jeunes Affectés par le Conflit dans les sous-préfectures de Carnot et Amada Gaza, préfecture de Mambéré Kadei, RCA.			
Allocation Type Category :				
OPS Details				
Project Code :		Fund Project Code :	CAR-15/HCF10/SA1/PROT/INGO/1161	
Cluster :		Project Budget in US\$:	500,546.00	
Planned project duration :	8 months	Priority:		
Planned Start Date :	01/04/2015	Planned End Date :	30/11/2015	
Actual Start Date:	01/04/2015	Actual End Date:	30/11/2015	
Project Summary :	<p>La République Centrafricaine (RCA) traverse une crise complexe et continue depuis les évènements de 2013. La dégradation des infrastructures socio-économiques, le faible redéploiement de l'Etat et des services techniques dans les préfectures, l'effritement de la cohésion sociale et du tissu socio-économique à la suite des crises récurrentes et violentes, ont eu des conséquences humanitaires considérables, provoquant les déplacements de milliers de personnes. La situation sécuritaire s'est améliorée quelque peu en particulier à Bangui, et dans l'Ouest du pays, permettant le retour d'une partie des déplacés, mais reste toujours extrêmement volatile aussi bien en milieu urbain que rural et sur les axes routiers avec des affrontements fréquents entre des éléments anti-Balaka et ex-Seleka, des attaques contre la population civile et une montée forte de la criminalité. La pauvreté en milieu rural et urbain s'est aggravée : la RCA qui était classée 179ème en 2011 dans l'indice de développement humain est passée au rang de 185ème pays sur 187 en 2013.</p> <p>Les conflits ont eu des conséquences humanitaires sans précédent sur les populations de Bangui et ses environs et dans plusieurs régions du pays. Les autorités ne sont pas préparées et n'ont pas les moyens de répondre à ces besoins. En effet, depuis le début de la crise, environ 1 million de personnes se sont déplacées à l'intérieur de la Centrafrique alors que plus de 423 000 personnes (au 17/11/2014) se sont exilées dans les pays voisins, provoquant un impact certain sur les populations de ces pays hôtes. A l'intérieur même du pays, des populations se retrouvent « enclavées » et privées de leur liberté de mouvement, certains se déplacent vers des sites ou des familles d'accueil, d'autres se réfugient en brousse sans pouvoir recevoir aucune assistance, des migrants économiques ont été évacués par les pays tiers, et des populations binationales, ou sans nationalité, ou sans documentation, se retrouvent privées de droit et protection. Les communautés ou familles d'accueil sont-elles mêmes fragilisées et ne reçoivent pas l'assistance adéquate.</p> <p>La situation des services sociaux de base en Centrafrique s'est nettement dégradée. Les formations sanitaires publiques manquent de médicaments essentiels et de matériels médicaux, et une partie du personnel médical n'est pas en place. Ce sont presque 2 années scolaires complètes que les élèves n'ont pu suivre. Plus de 30% de la population vit dans l'insécurité alimentaire et manque d'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement.</p> <p>Entre 6 000 et 10 000 enfants ont été recrutés et sont utilisés dans les groupes armés. De nombreux cas de violences sexuelles et de violences basées sur le genre continuent d'être rapportés, y compris parmi les personnes déplacées, le plus souvent par le fait d'hommes armés. Des enfants sont séparés de leurs familles et d'autres se retrouvent non accompagnés lors des déplacements forcés suite aux affrontements des groupes armés. Toutefois 55 % des formations sanitaires continuent à fournir des soins à la population (HeRAMS 2014) et environ 50% d'écoles ont rouvert.</p> <p>A côté des enfants âgés de 8 à 12ans la crise actuelle en Centrafrique n'a pas épargné les plus petit c'est à dire les moins de 5ans. Elle les laisse vulnérables pour diverses raisons. Tout d'abord Ils peuvent avoir été déplacés mais aussi l'éducation préscolaire a été le parent pauvre des interventions humanitaires avec les évènements de la crise. Or, Il est prouvé que dans les situations de crises les jeunes enfants, les femmes et les personnes âgées sont parmi les premières victimes et les plus vulnérables. Les jeunes enfants dans les situations d'urgence sont plus susceptibles de développer un sentiment de danger éprouvant leur état physique, cognitif, émotionnel et social. Aussi, Il a été démontré que l'état prolongé de " stress toxique " dans la petite enfance peut entraîner des effets irréversibles dans le développement du cerveau.</p>			
Direct beneficiaries :				
Men	Women	Boys	Girls	Total
4,495	4,495	2,765	2,775	14,530

Other Beneficiaries :

Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Internally Displaced People	810	1,002	480	558	2,850

Indirect Beneficiaries :

ONGs locales identifiées pour la mise en œuvre, Services techniques déconcentrés du Ministère des Affaires sociales

Catchment Population:**Link with allocation strategy :**

Ce projet cadre avec la stratégie d'allocation CHF pour cette année pour des raisons suivantes: - Il se conforme avec le deuxième objectif du Plan de Réponse Stratégique pour l'année 2015 en RCA en ce sens qu'il renforce la protection des civils (enfants), y compris les droits fondamentaux, en particulier ceux des enfants - Il vise l'une des priorités stratégiques pour le cluster protection - Pour ce qui est de la priorité géographique, ce projet cible la sous-préfecture de Carnot dans la préfecture de la Mambere Kadei, qui est aussi une priorité pour les interventions de la protection selon la stratégie d'allocation.

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$
Association des femmes juristes centrafricaine	(Non) National NGO	150,000
		150,000

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
BARRY MAKA	Emergency Response Manager	Maka.Barry@plan-international.org	+ 236 75 26 58 86

BACKGROUND**1. Humanitarian context analysis**

La République Centrafricaine (RCA) traverse une crise complexe et continue depuis les événements de 2013. La dégradation des infrastructures socio-économiques, le faible redéploiement de l'Etat et des services techniques dans les préfectures, l'effritement de la cohésion sociale et du tissu socio-économique à la suite des crises récurrentes et violentes, ont eu des conséquences humanitaires considérables, provoquant les déplacements de milliers de personnes. La situation sécuritaire s'est améliorée quelque peu en particulier à Bangui, et dans l'Ouest du pays, permettant le retour d'une partie des déplacés, mais reste toujours extrêmement volatile aussi bien en milieu urbain que rural et sur les axes routiers avec des affrontements fréquents entre des éléments anti-Balaka et ex-Seleka, des attaques contre la population civile et une montée forte de la criminalité. La pauvreté en milieu rural et urbain s'est aggravée : la RCA qui était classée 179ème en 2011 dans l'indice de développement humain est passée au rang de 185ème pays sur 187 en 2013. Les conflits ont eu des conséquences humanitaires sans précédent sur les populations de Bangui et ses environs et dans plusieurs régions du pays. Les autorités ne sont pas préparées et n'ont pas les moyens de répondre à ces besoins. En effet, depuis le début de la crise, environ 1 million de personnes se sont déplacées à l'intérieur de la Centrafrique alors que plus de 423 000 personnes (au 17/11/2014) se sont exilées dans les pays voisins, provoquant un impact certain sur les populations de ces pays hôtes. A l'intérieur même du pays, des populations se retrouvent « enclavées » et privées de leur liberté de mouvement, certains se déplacent vers des sites ou des familles d'accueil, d'autres se réfugient en brousse sans pouvoir recevoir aucune assistance, des migrants économiques ont été évacués par les pays tiers. Les communautés ou familles d'accueil sont-elles mêmes fragilisées et ne reçoivent pas l'assistance adéquate. La situation des services sociaux de base en Centrafrique s'est nettement dégradée. Les formations sanitaires publiques manquent de médicaments essentiels et de matériels médicaux, et une partie du personnel médical n'est pas en place. Ce sont presque 2 années scolaires complètes que les élèves n'ont pu suivre. Plus de 30% de la population vit dans l'insécurité alimentaire et manque d'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement. Entre 6 000 et 10 000 enfants ont été recrutés et sont utilisés dans les groupes armés. De nombreux cas de violences sexuelles et de violences basées sur le genre continuent d'être rapportés, y compris parmi les personnes déplacées, le plus souvent par le fait d'hommes armés. Des enfants sont séparés de leurs familles et d'autres se retrouvent non accompagnés lors des déplacements forcés suite aux affrontements des groupes armés. Toutefois 55 % des formations sanitaires continuent à fournir des soins à la population (HeRAMS 2014) et environ 50% d'écoles ont rouvert. Les sous-préfectures de Carnot et Amada Gaza n'ont pas été épargnées des problèmes sécuritaires qui se sont produits sur toute l'étendue de la République en général et celle de la préfecture en particulier. A l'instar d'autres milieux, particulièrement, la sous-préfecture de Carnot a connu une grande instabilité qui a causé une insécurité sévère. Tout a commencé par l'arrivée de la coalition Seleka au mois de Mars 2013. Les Seleka ont commis beaucoup d'exactions. Certaines personnes dont parmi des jeunes et autres personnes travaillant dans les chantiers miniers se seraient jointes à eux. La ville de Carnot a reçu différentes vagues de déplacements de populations de villages environnants liés aux affrontements de mars et décembre 2013, au départ de la Seleka le 22 janvier 2014 et à l'arrivée à Carnot de groupes armés le 1er février 2014. La fréquence des déplacements vers la ville s'est amplifiée depuis la présence de Sangaris et MISCA qui rassurent les populations

2. Needs assessment

Une évaluation rapide des besoins a été faite au mois d'Octobre 2014 dans la Mambéré Kadei par l'équipe de Plan International et plus particulièrement sur l'axe Carnot Gadzi. L'évaluation a démontré qu'après le départ des Seleka, il y a eu beaucoup d'exactions commises d'abord d'une part par eux mêmes (Seleka) pendant leur départ, et d'autre part par les Anti Balaka qui étaient plus animés par l'esprit de vengeance. Les peuhls auraient aussi en profité pour commettre beaucoup d'exactions, pillages et incendies à l'endroit des populations chrétiennes. Plus ou moins 700 maisons seraient brûlées par les peuhls sur les axes Carnot-Gadzi, Carnot-Boula. Différents témoignages ont fait état de plusieurs parents tués devant leurs enfants et femmes sur le même axe Carnot-Gadzi. A la date de cette évaluation (du 8 au 9 Octobre 2014), le camp des déplacés de la paroisse saints martyres de l'Ouganda comptait 585 personnes dont 279 enfants. Par contre dans les familles d'accueil, 2265 personnes ont été recensées. (Les chiffres désagrégés en sexe et âge n'étaient pas disponibles) Cette évaluation a relevé un certain nombre de problèmes de protection de l'enfant pour lesquels le projet essaie d'apporter des réponses. Il s'agit, entre autre de : - L'association des enfants à des groupes armés: Aucune personne n'est capable de nous donner avec précision un chiffre des enfants associés aux groupes armés. Pourtant toutes les personnes contactées ont été unanimes sur le fait qu'aussi bien la coalition Seleka que les anti-balaka, tous ont recruté les enfants et les utilisent pour multiples tâches au sein de leurs troupes. On nous a aussi laissé savoir que ce problème a concerné aussi bien des garçons que des filles. Les garçons ont été plus utilisés comme combattants et les filles servaient comme cuisinières et femmes. - Les enfants séparés et non accompagnés: Les personnes contactées dans le cadre de l'évaluation rapide des besoins n'ont pas été capables de donner un chiffre exact des enfants séparés et non accompagnés faute d'un quelconque enregistrement. Néanmoins, dans le camp de déplacés de la paroisse Martyres de l'Ouganda, parmi les 279 enfants enregistrés à la date du 09 Octobre 2014, il y avait des enfants séparés et non accompagnés mais aucune liste n'a été disponible lors de passage de l'équipe. La principale cause de ce phénomène est le contexte qui est caractérisé par les mouvements de déplacement des populations qui fuient les tueries et autres atrocités commises d'une part, par les peuhls sur l'axe Carnot-Gadzi, Carnot-Boula, Amada-Gadzi. - La détresse psychosociale: Ce n'est pas facile pour tout le monde de détecter la détresse psychosociale chez un enfant mais vu les événements critiques auxquels les enfants ont assisté, force est de croire qu'ils ont été victimes d'une détresse psychosociale - Les violences basées sur le genre: Les personnes interviewées ont reconnu qu'il y a eu beaucoup d'abus sexuels à l'égard des filles tant par les Seleka que par les AB. Pour ce qui concerne la période des Seleka, il n'y a pas de chiffres. Mais l'association des femmes juristes de centre Afrique nous a déclaré que depuis Juin jusqu'en Octobre 2014, ils ont enregistré 17 cas de viol à l'égard des filles mineures dont l'âge varie entre 11 et 17 ans. Il faudra signaler que ces cas ne concernent que le centre-ville de Carnot - Le travail nuisible des enfants: On signale une forte présence des enfants dans les carrés miniers. Ces enfants ont l'âge variant entre 12-17 ans même un peu moins que ça et sont à majorité garçon car il y en a aussi des filles qui font des petits commerces et qui sont exposées aux abus sexuels. Les effectifs ne sont pas connus mais l'observation révèle que les jeunes garçons s'intéressent plus de l'exploitation de diamant qu'à l'école ; d'où l'adage populaire dans le milieu selon lequel « le tableau scolaire est noir mais le diamant est très clair ».

3. Description Of Beneficiaries

A travers ce projet, Plan international planifie de toucher 14,530 bénéficiaires composés 5,540 enfants dont 2775 filles et 2765 garçons et 8990 adultes (dont 4495 femmes et 4495 hommes). Ce nombre est estimé sur la base des cibles visées par le projet et cumule le nombre d'enfants qui seront atteints par : - Les activités d'appui psychosocial ; dont ceux qui participeront aux activités des EAE et en dans les communautés ; - les enfants identifiés par les structures communautaires de protection de l'enfant et référés vers les services de prise en charge grâce aux mécanismes de référencement mis en place par le projet. Il s'agira des enfants en multiples situations de vulnérabilité (EAFGA, ENA, ES, VVS, etc...) situation de - Les enfants atteints ou ayant reçu les informations sur les services de protection existants dans leurs communautés; - Les enfants bénéficiaires de la formation professionnelle et qui seront réinsérés socio économiquement Quant aux 4750 bénéficiaires adultes, ils sont composés de parents (membre des comités protection, familles d'accueil transitoire, autorités administratives, services étatiques de protection et autres membres des communautés) qui seront concernées par les sensibilisations, formation et suivi par l'équipe du projet. Ceci est aussi valable pour le nombre d'enfants ciblés qui correspondent aux nombres des enfants qui bénéficieront des activités de protection. Les estimations dans la planification des activités du projet permettent d'intégrer ces cibles et éviter le doublon Le nombre de femmes est calculé sur la base des femmes qui participeront aux séances de sensibilisation, de formation en tant membre de famille d'accueil ou de déplacées et également celles qui participeront aux séances de renforcement des capacités pour la prise en charge psychosociale à base familiale et communautaire des enfants affectés. Il est important de préciser que parmi ces 14 530 personnes, l'intervention compte atteindre 2850 IDPs (soit 20% de l'effectif global des bénéficiaires du projet) dont 810 hommes, 1002 femmes, 480 garçons et 558 filles sur tous les deux axes ciblés. Axe Carnot Gadzi et axe Berberati-Amada Gaza.

4. Grant Request Justification

A côté des enfants âgés de 8 à 12ans la crise actuelle en Centrafrique n'a pas épargné les plus petit c'est à dire les moins de 5ans. Elle les laisse vulnérables pour diverses raisons. Tout d'abord ils peuvent avoir été déplacés mais aussi l'éducation préscolaire a été le parent pauvre des interventions humanitaires avec les événements de la crise. Or, il est prouvé que dans les situations de crises les jeunes enfants, les femmes et les personnes âgées sont parmi les premières victimes et les plus vulnérables. Les jeunes enfants dans les situations d'urgence sont plus susceptibles de développer un sentiment de danger éprouvant leur état physique, cognitif, émotionnel et social. Aussi, il a été démontré que l'état prolongé de " stress toxique " dans la petite enfance peut entraîner des effets irréversibles dans le développement du cerveau. Tous les jardins d'enfant ont fermés depuis Décembre 2013 dans la Mambere Kadei. Les écoles de ces zones sont dépourvues de tous moyens de fonctionnement et de ce fait, inexistantes ou non fonctionnelles. Aussi bien dans la population des déplacés que celles des autochtones les enfants de 3-5ans ne jouissent pas de leur droit à l'éducation. L'évaluation rapide des besoins a été faite dans la Mambéré Kadei par l'équipe de Plan et a relevé un certain nombre de problèmes de protection de l'enfant pour lesquels le projet apporte des réponses. Il s'agit, entre autre de : - L'association des enfants à des groupes armés - Les enfants séparés et non accompagnés - La détresse psychosociale - Les violences basées sur le genre - Le travail nuisible des enfants - Etc... Capacité de réponse: Plan International travaille pour et avec les enfants depuis plus de 75 ans et dans 50 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en Afrique, Asie et dans les Amériques. Ses efforts visent à garantir que les enfants les plus marginalisés reçoivent l'éducation et la protection auxquelles ils ont droit, et qu'ils ne sont pas exclus des services et des processus de prise de décision. Pour ce faire, Plan travaille en partenariat avec les communautés, les autorités locales et nationales, et les organisations de la société civile. Depuis Avril 2014, Plan a eu l'autorisation de travailler en RCA et a investi des fonds propres dans l'ouverture de la mission. Plan est actuellement dans un processus actif de recherche et collecte des fonds pour pouvoir financer son intervention en RCA en accord avec son Plan Stratégique du Pays. Sur la base de gaps identifiés par les Clusters en collaboration avec les Ministères, Plan a décidé d'orienter ses interventions en faveur des enfants, particulièrement le secteur de la protection et celui de l'éducation. En rapport avec cela, Plan a déjà obtenu un certain nombre de financements pour les projets intégrant le volet de protection et celui de l'éducation. Les opérations de Plan en RCA sont appuyées par le bureau régional de l'Afrique de l'Ouest basé à Dakar qui comprend une solide équipe programmatique ainsi que des équipes d'appui sur la gestion financière. L'équipe de gestion de ce projet en RCA travaillera donc en étroite collaboration avec les experts du bureau régional à Dakar et recevoir aussi un appui ponctuel du bureau International de Plan au Royaume Uni aussi bien sur les questions programmatiques et de gestion financière.

5. Complementarity

Partenaires: Le partenaire du projet est le Ministère des Affaires Sociales à travers ses structures déconcentrées à Carnot et Amada Gaza. Un accord de partenariat est déjà de signé avec le Ministère au niveau national et des conventions de partenariat seront signées au niveau local avec le service déconcentré. ; une ONG nationale (dynamique, ayant une expérience dans le domaine de la protection de l'enfant en urgence sera sélectionnée pour la mise en œuvre); les communautés de la zone ciblée ; les autorités administratives et coutumières ; le Sous-cluster Protection de l'enfant et l'UNICEF Transition et/ou stratégie de sortie: Les interventions de Plan peuvent être regroupées en trois types de modalités d'intervention (stratégies) qui se complètent mutuellement: • La prestation de services directe: la mise en œuvre des programmes visant à combler les lacunes directement dans l'accomplissement des droits de l'enfant ou pour prévenir les violations. • Le renforcement des capacités: apporter un soutien aux partenaires, aux responsables et aux autres intervenants pour s'acquitter de leur responsabilité respective dans la réalisation des droits de l'enfant. • Plaidoyer: influencer l'environnement politique et juridique aux niveaux local, national et international afin de mieux protéger, promouvoir et réaliser les droits de l'enfant. Plan international a la ferme conviction que la combinaison de ces modalités d'intervention sera d'assurer à long terme les effets de son intervention et, partant, ils contribuent fortement à lier les efforts de secours au développement durable. Des stratégies de sortie immédiate liées à l'action proposée sont basées sur l'établissement et le renforcement des capacités des systèmes communautaires de protection de l'enfance et des intervenants locaux pour répondre aux préoccupations de protection de l'enfance, au renforcement des compétences de vie des enfants et des jeunes et à la sensibilisation des membres de la communauté au sujet des rôles et des responsabilités pour protéger les enfants. Ce projet va cibler les enseignants parmi les professionnels (prestataires des services de protection de l'enfant) à l'instar des infirmiers, agents psychosocial, etc... C'est ainsi que les enseignants et autres personnels de l'éducation nationale, bénéficieront d'une formation sur la protection de l'enfant en urgence et sur l'appui psychosocial. Aussi, certaines écoles bénéficieront d'un appui en kits récréatifs pour rendre leurs services amis d'enfants (Child friendly) afin d'intégrer l'appui psychosocial dans l'éducation, comme cela est recommandé par la stratégie du cluster éducation. En plus de cela, ce projet organise la formation professionnelle de 70 enfants/jeunes qui bénéficieront à la fin des kits de réinsertion économique et qui seront réinsérés en groupe. Ça vaut la peine de préciser aussi que cette activité rentre dans la stratégie. Enfin, ce projet identifiera des enfants qui sont en dehors du circuit scolaire et mènera un plaidoyer pour leur réinsertion scolaire auprès de l'inspection de l'académie et partager à ces informations avec le cluster.

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

Le Projet vise à renforcer la Protection des enfants et des jeunes les plus vulnérables contre la violence, l'exploitation, la négligence et l'abus causés par le conflit armé dans la Mambéré Kadei en RCA.

Protection

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2015 Obj 2 : Renforcer la prévention, la réponse et l'environnement protecteur pour les enfants victimes du conflit	Objectif Stratégique SRP 2 : Renforcer la protection des civils, y compris leurs droits fondamentaux, en particulier ceux des enfants et des femmes	100

Contribution to Cluster/Sector Objectives : Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs du sous cluster protection de L'Enfant pour des raisons suivantes: - Il vise à mettre en place des systèmes communautaires de protection de L'Enfant - Il apporte un appui psychosocial aux enfants en détresse psychologique - Il renforce les capacités des prestataires des services sur les notions de protection de L'Enfant - Il vise à améliorer la connaissance des membres de la communauté sur la protection de L'Enfant Toutes ces activités citées rentrent dans les objectifs stratégiques du sous cluster protection de l'enfant pour l'année 2015.

Outcome 1

Les structures communautaires de protection de l'enfant, accessibles et effectives, prévenant et répondant aux problèmes de protection de l'enfant, sont fonctionnelles dans les zones du projet (Carnot, Gadzi et axe Berberati- Amada Gaza)

Output 1.1

Description

1.1 Nombre de structures communautaires de protection de l'enfant qui ont été soutenues, sont effectives et fonctionnelles à Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati Amada Gaza. Cible : 25

Assumptions & Risks

Devouement volontaire des membres des communautés pour les activités du projet

Activities

Activity 1.1.1

Renforcer et/ou faciliter la mise en place de structures communautaires additionnelles de protection de l'enfant (RECOPEs, FAT, Clubs des jeunes, etc...) à Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati- Amada Gaza

Activity 1.1.2

Former les membres des structures communautaires sur la protection de L'Enfant en urgence et le référencement des cas de protection

Activity 1.1.3

Appuyer les RECOPEs par les matériels et fournitures pour leurs travail

Activity 1.1.4

Appuyer les FATs par des matériels de travail et l'accompagnement

Activity 1.1.5

Appuyer les clubs des jeunes avec les matériels de travail et l'accompagnement

Indicators

Code	Cluster	Indicador	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Protection	Nb de systèmes de référencement fonctionnel en place et comprenant les services multisectoriels (santé, psychosocial, juridique et sécurité) pour les survivants de VBG (ref SRP 3.1)					5
Means of Verification : - Rapports speciaux de mise en place/renforcement des structures de protection de l'enfant - Rapports mensuels							
Output 1.2							
Description							
Nombre de membres des structures communautaires et leaders formés sur la protection de l'enfant en urgence. Cible : 70.							
Assumptions & Risks							
-Les prestataires des services négligent la collaboration avec les structures communautaires. Il faudra montrer a toutes les parties (prestataires et structures la necessite de la collaboration)							
Activities							
Activity 1.2.1							
Fournir un accompagnement technique régulier aux structures communautaires de protection de l'enfant avec des visites et briefing sur l'utilisation des outils							
Activity 1.2.2							
Appuyer la tenue des réunions trimestrielles avec les matériels et rafraichissement entre les prestataires des services et les membres des structures communautaires de protection de l'enfant pour évaluer le système de référencement							
Indicators							
Code	Cluster	Indicador	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Protection	Nombre de réseaux et mécanismes communautaires en place et actifs					5
Means of Verification : - Rapports des activites de mise en place -Rapports mensuels des activites - comptes rendu de réunion trimestrielle d'évaluation de référencement							
Output 1.3							
Description							
Nombre d'enfants et de jeunes vulnérables identifiés à travers les acteurs de la protection présents au niveau communautaire et référés aux services appropriés. Cible: 360							
Assumptions & Risks							
- Maitrise par les membres des RECOPEs de cas de protection: Il faudra les former sur l'identification des cas de protection - Existence d'une cartographie des services de prise en charge: Il faudra produire une cartographie - securite: Il faudra bien s'informer sur la situation securitaire avant de faire les mouvements							
Activities							
Activity 1.3.1							
Renforcer les systèmes effectifs d'identification et de référencement des cas de protection à travers un appui financier et matériel.							
Activity 1.3.2							
Produire la cartographie des services de prise en charge au niveau de chaque communauté et la vulgariser dans toutes les 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza)							
Activity 1.3.3							
Suivre le référencement et appuyer les membres des RECOPEs avec des orientations techniques							
Indicators							
Code	Cluster	Indicador	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.3.1	Protection	Nombre des cas de PE référencés à travers des mécanismes de protection communautaires			180	180	360
Means of Verification : - Base des donnees cas de protection référés, - rapports mensuels							
Output 1.4							
Description							
1.3 % des membres des structures de protection de l'enfant qui rapportent une collaboration accrue avec les services dans les communautés visées par le projet. Cible : 70							
Assumptions & Risks							

Subjectivité dans évaluation de l'output: Développement des outils clairs pour l'évaluation

Activities

Activity 1.4.1

Organiser des séances trimestrielles de coordination entre les structures de protection de l'enfance et les prestataires de services dans toutes les 5 communautés

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.4.1	Protection	Nombre d'acteurs locaux (membres du SCPE, autres) participant aux formations en PE					70

Means of Verification : - Rapport devaluation
- comptes rendu des réunions

Outcome 2

Les enfants et les jeunes ont renforcé leurs capacités leur permettant de se protéger contre la violence, l'exploitation, la négligence et l'abus, et d'accroître leur bien-être

Output 2.1

Description

Nombre d'enfants et de jeunes ayant eu accès aux séances d'information/consultation sur la protection de l'enfant données par les encadreurs des EAE et les membres des RECOPE. Cible : 2840

Assumptions & Risks

- Connaissance des membres des RECOPEs par les enfants et autres membres des communautés: Il faudra que les membres des RECOPEs se présentent à la communauté

Activities

Activity 2.1.1

Fournir des conseils et informations (services de protection, droits de l'enfants, etc..) sur la protection de l'enfant aux enfants

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.1.1	Protection	Nombre de personnes (hommes/femmes ; garçons/filles) sensibilisées sur des sujets PE (SMPE)	0	0	2,840		2,840

Means of Verification : -Rapport de sensibilisation
- Registre des EAE
-Base des données du RECOPE

Output 2.2

Description

Nombre d'enfants et de jeunes ayant eu accès à des services de qualité, y compris les soins temporaires (interim care), l'identification et la réunification familiale (family tracing and reunification), le soutien psychosocial et l'éducation. Cible : 2200

Assumptions & Risks

Faiblesse des services: Il faudra former les prestataires des services sur la protection de L'Enfant

Activities

Activity 2.2.1

Mise en place de 5 espaces amis d'enfants dans chacune de 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati- Amada Gaza)

Activity 2.2.2

Faire l'identification des enfants non accompagnés et les réunir avec leurs familles

Activity 2.2.3

Organisation des activités créatives et récréatives dans les communautés

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.2.1	Protection	Nb de systèmes de référencement fonctionnel en place et comprenant les services multisectoriels (santé, psychosocial, juridique et sécurité) pour les survivants de VBG (ref SRP 3.1)					2,200

Means of Verification : - Base des données des cas référés par les RECOPEs
- Registres de présence dans les EAE,- rapport des activités dans les communautés

Output 2.3

Description							
Nombre d'enfants et de jeunes qui rapportent une meilleure confiance en eux et un soutien amélioré de leurs pairs et de meilleures relations familiales. Cible : 60							
Assumptions & Risks							
Objectivité dans la collecte des données et évaluation: Mise en place des outils claires pour la collecte des données							
Activities							
Activity 2.3.1							
Organiser des séances hebdomadaires d'éducation à la vie en faveur des enfants et jeunes sur différents thèmes renforçant leurs compétences							
Activity 2.3.2							
Faire les études des cas pour évaluer le changement réalisé par les enfants grâce aux activités du projet							
Indicators							
			End cycle beneficiaries				End cycle
Code	Cluster	Indicator	Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.3.1	Protection	# d'enfants (garçons/filles) qui ont bénéficié d'un appui psychosocial et d'activités récréatives (ref SRP 2.1)			30	30	60
Means of Verification : - Rapport des séances -Rapports mensuels des activités							
Output 2.4							
Description							
Nombre de jeunes qui ont fini la formation professionnelle et qui ont été réinsérés socio-économiquement. Cible : 70							
Assumptions & Risks							
- Choix des filières non réaliste: Une étude du marché devra être faite pour dégager les filières rentables avec moins de risque - Sécurité: les jeunes seront encouragés à bien évaluer les risques							
Activities							
Activity 2.4.1							
Réaliser une étude du marché pour dégager les filières rentables avec moins de risque							
Activity 2.4.2							
Organiser l'alphabétisation fonctionnelle en faveur des jeunes qui ne savent pas lire et écrire							
Activity 2.4.3							
Organiser la formation professionnelle avec différentes filières choisies par les jeunes sous l'orientation de l'étude du marché							
Activity 2.4.4							
Suivre la qualité de la formation professionnelle et l'alphabétisation fonctionnelle par le secteur ayant cela dans ses charges							
Activity 2.4.5							
Remise des kits de réinsertion et suivre après la réinsertion							
Indicators							
			End cycle beneficiaries				End cycle
Code	Cluster	Indicator	Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.4.1	Protection	# d'enfants associés aux forces et groupes armés (garçons/filles) ayant commencé un processus de démobilisation et réintégration (ref SRP 2.2)			35	35	70
Means of Verification : - Rapport fin formation professionnelle - Listes des présences							
Outcome 3							
Les parents, les professionnels en contact avec les enfants et les membres de la communauté ont les connaissances et capacités de fournir le soin nécessaire, la protection et les services amis de l'enfant aux enfants et jeunes affectés par le conflit.							
Output 3.1							
Description							
Nombre des parents ayant participé à des groupes de renforcement des capacités et qui se perçoivent comme mieux équipés pour assumer leurs responsabilités de protection de leurs enfants. Cible : 60							
Assumptions & Risks							
Disponibilité des parents: Il faudra se conformer à la disponibilité des parents pour arrêter les jours et heures de réunion mais tout en évaluant aussi les paramètres sécuritaires							
Activities							
Activity 3.1.1							
Tenir les séances hebdomadaires de renforcement des capacités avec les parents sur les différents thèmes en rapport avec les responsabilités des parents vis-à-vis de la protection de leurs enfants							

Activity 3.1.2

Faire des études des cas avec les parents pour évaluer les changements qui se sont opérés chez eux grâce au programme

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 3.1.1	Protection	Nombre de personnes (hommes/femmes ; garçons/filles) sensibilisées sur des sujets PE (SMPE)	30	30	0		60

Means of Verification : - Rapports des séances

- Etudes des cas
- Rapports mensuels

Output 3.2**Description**

% de professionnels formés qui appliquent des approches et méthodes amies de l'enfant (child-friendly) dans leur travail avec les enfants. Cible : 60

Assumptions & Risks

Non respect des standards minimums sur la protection de l'enfant: Former les professionnels (prestataires des services de protection de l'enfant) sur les droits et la protection de L'Enfant en urgence

Activities**Activity 3.2.1**

Former les prestataires de service sur les droits et la protection de L'Enfant en urgence

Activity 3.2.2

Evaluer au pres des prestataires des services l'amelioration de la qualite du service

Activity 3.2.3

Appuyer les prestataires de service par les matériels et techniquement pour rendre leurs services Child friendly

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 3.2.1	Protection	Nombre d'acteurs locaux (membres du SCPE, autres) participant aux formations en PE					60

Means of Verification : -Rapports des formations

- Rapport d'évaluation
- Etudes des cas

Output 3.3**Description**

% d'enfants atteints (touchés) par les professionnels formés qui rapportent avoir reçu des services amis de l'enfant. Cible : 60

Assumptions & Risks

Objectivité dans la collecte des données: Les outils claires seront développés avant pour collecter les données avec toute objectivité possible

Activities**Activity 3.3.1**

Faire des études des cas avec les enfants qui ont bénéficié de différents services dans toutes les 5 communautés pour collecter les données en rapport avec la qualité du service fourni par les prestataires pour recueillir les témoignages des enfants sur l'amélioration de la qualité des services

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 3.3.1	Protection	Nombre des cas de PE référencés à travers des mécanismes de protection communautaires			30	30	60

Means of Verification : - Etudes de cas

- Rapports des interviews

Output 3.4**Description**

Nombre de membres de la communauté atteints par les sessions de sensibilisation et d'information. Cible : 8820

Assumptions & Risks

Securite: Une evaluation de la securite sera faite chaque jour avant de tenir une séance de sensibilisation dans une communaute

Activities

Activity 3.4.1

Tenir les séances de sensibilisation au niveau de chaque communauté sur le message de protection de l'enfant choisi par les enfants selon les priorités appréciées par les enfants pour leur communauté

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 3.4.1	Protection	Nombre de personnes (hommes/femmes ; garçons/filles) sensibilisées sur des sujets PE (SMPE)	3,000	3,000	2,820		8,820

Means of Verification :

Additional Targets :

M & R

Monitoring & Reporting plan

En vue de garantir l'atteinte des objectifs visés par ce projet, un dispositif de suivi évaluation participatif sera mis en place. Ce dispositif impliquera tous les acteurs devant participer à la mise en œuvre du projet principalement les structures communautaires qui seront porteuses du projet La mise en place d'un système d'évaluation qui décrit la situation initiale de protection et psychosociale des enfants vulnérables (baseline), désagrégée par sexe et âge, et son évolution jusqu'à la fin de projet permet de suivre et d'évaluer les progrès du projet. Le suivi aura pour objectif de veiller à la mise en œuvre (effectivité, qualité, délais) et à l'évolution vers l'atteinte des objectifs du projet en général. Ainsi, il permettra de suivre : Le respect des engagements par les différentes parties prenantes Les progrès du projet vers l'atteinte des objectifs Les obstacles et contraintes bloquant la réalisation qualitative des activités en proposant des mesures palliatives L'équipe d'accompagnement des structures locales notamment : le chef de projet, les membres de l'ONG locale partenaire, les animateurs du terrain, le spécialiste protection en situation d'urgence sont nécessaires pour un suivi régulier et rigoureux. Ils identifieront à l'occasion de chaque mission d'appui accompagnement, les besoins d'appui aux différents acteurs et leurs apporteront les renforcements nécessaires. Ils contribueront également à identifier des solutions pour lever les obstacles et contraintes qui freinent la mise en œuvre. En plus d'un animateur (staff plan) qui sera sur terrain, Il sera recruté un agent de protection (staff du partenaire local) qui a des compétences en en suivi évaluation. Un plan de suivi-évaluation sera conçu juste au début du projet pour permettre au staff de suivre l'évolution des activités selon les résultats à atteindre. Ce plan reprendra les résultats à atteindre, les indicateurs pour évaluer l'atteinte de ces résultats. Ce même plan va définir les fréquences, périodes et outils pour faire le suivi et l'évaluation. Les visites hebdomadaires se feront par le staff de plan au près des structures communautaires pour se rassurer de la qualité dans l'implémentation des activités. Une évaluation de base (Baseline) sera faite au commencement du projet moyennant une enquête et des focus groups de discussion faits dans toutes les 5 communautés. A la fin du projet, le même exercice sera fait (end line ou évaluation finale). Cet exercice reviendra sur les mêmes questions qui ont trait aux résultats et objectif du projet. L'analyse de rapports de ces deux évaluations va nous permettre de relever l'apport ou l'amélioration de la situation amenée par l'intervention ou le projet.

Workplan

Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Renforcer et/ou faciliter la mise en place de structures communautaires additionnelles de protection de l'enfant (RECOPEs, FAT, Clubs des jeunes, etc...) à Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati- Amada Gaza	2015				X								
Activity 1.1.2: Former les membres des structures communautaires sur la protection de L'Enfant en urgence et le référencement des cas de protection	2015				X								
Activity 1.1.3: Appuyer les RECOPEs par les matériels et fournitures pour leurs travail	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 1.1.4: Appuyer les FATs par des matériels de travail et l'accompagnement	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 1.1.5: Appuyer les clubs des jeunes avec les matériels de travail et l'accompagnement	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 1.2.1: Fournir un accompagnement technique régulier aux structures communautaires de protection de l'enfant avec des visites et briefing sur l'utilisation des outils	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 1.2.2: Appuyer la tenue des réunions trimestrielles avec les matériels et rafraichissement entre les prestataires des services et les membres des structures communautaires de protection de l'enfant pour évaluer le système de référencement	2015					X			X		X		
Activity 1.3.1: Renforcer les systèmes effectifs d'identification et de référencement des cas de protection à travers un appui financier et matériel.	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 1.3.2: Produire la cartographie des services de prise en charge au niveau de chaque communauté et la vulgariser dans toutes les 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza)	2015				X								
Activity 1.3.3: Suivre le référencement et appuyer les membres des RECOPEs avec des orientations techniques	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 1.4.1: Organiser des séances trimestrielles de coordination entre les structures de protection de l'enfance et les prestataires de services dans toutes les 5 communautés	2015					X	X	X	X	X	X		

Activity 2.1.1: Fournir des conseils et informations (services de protection, droits de l'enfants, etc..) sur la protection de l'enfant aux enfants	2015					X	X	X	X	X	X		
Activity 2.2.1: Mise en place de 5 espaces amis d'enfants dans chacune de 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati- Amada Gaza)	2015				X								
Activity 2.2.2: Faire l'identification des enfants non accompagnés et les réunir avec leurs familles	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 2.2.3: Organisation des activités créatives et récréatives dans les communautés	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 2.3.1: Organiser des séances hebdomadaires d'éducation à la vie en faveur des enfants et jeunes sur différents thèmes renforçant leurs compétences	2015				X	X	X	X	X	X			
Activity 2.3.2: Faire les études des cas pour évaluer le changement réalisé par les enfants grâce aux activités du projet	2015				X	X				X	X		
Activity 2.4.1: Réaliser une étude du marché pour dégager les filières rentables avec moins de risque	2015				X								
Activity 2.4.2: Organiser l'alphabétisation fonctionnelle en faveur des jeunes qui ne savent pas lire et écrire	2015				X	X	X	X	X				
Activity 2.4.3: Organiser la formation professionnelle avec différentes filières choisies par les jeunes sous l'orientation de l'étude du marché	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 2.4.4: Suivre la qualité de la formation professionnelle et l'alphabétisation fonctionnelle par le secteur ayant cela dans ses charges	2015				X	X	X	X	X	X	X		
Activity 2.4.5: Remise des kits de réinsertion et suivre après la réinsertion	2015								X	X	X		
Activity 3.1.1: Tenir les séances hebdomadaires de renforcement des capacités avec les parents sur les différents thèmes en rapport avec les responsabilités des parents vis-à-vis de la protection de leurs enfants	2015				X	X	X	X	X	X			
Activity 3.1.2: Faire des études des cas avec les parents pour évaluer les changements qui se sont opérés chez eux grâce au programme	2015				X	X				X	X		
Activity 3.2.1: Former les prestataires de service sur les droits et la protection de l'Enfant en urgence	2015				X	X							
Activity 3.2.2: Évaluer au près des prestataires des services l'amélioration de la qualité du service	2015								X	X	X		
Activity 3.2.3: Appuyer les prestataires de service par les matériels et techniquement pour rendre leurs services Child friendly	2015						X	X	X				
Activity 3.3.1: Faire des études des cas avec les enfants qui ont bénéficié de différents services dans toutes les 5 communautés pour collecter les données en rapport avec la qualité du service fourni par les prestataires pour recueillir les témoignages des enfants sur l'amélioration de la qualité des services	2015								X	X	X		
Activity 3.4.1: Tenir les séances de sensibilisation au niveau de chaque communauté sur le message de protection de l'enfant choisi par les enfants selon les priorités appréciées par les enfants pour leur communauté	2015						X	X	X	X	X		

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

Des enfants et des jeunes seront identifiés au moyen des mécanismes communautaires de protection et en fonction de leurs besoins orientés vers des services appropriés. Au préalable, Plan international définira, en collaboration avec les membres de réseau local communautaire de protection de l'enfance (RECOPEs), des critères de vulnérabilité qui sont spécifiques pour la communauté ciblée. Plan international assurera un suivi mensuel de la qualité des référencements fournis par les RECOPEs et à travers le service d'assistance téléphonique. Des enfants et des jeunes qui expriment un intérêt particulier pour participer aux activités seront également ciblés et l'intervention abordera également des parents et des tuteurs des enfants et des jeunes identifiés grâce à des mécanismes communautaires de protection.

L'intervention visera des enfants / familles déplacées et des communautés d'accueil, sans discrimination, en promouvant l'égalité d'accès aux services ainsi que des possibilités pour eux d'interagir les uns avec les autres et à surmonter, par conséquent, la stigmatisation. L'intervention visera aussi des professionnels qui fournissent des services aux enfants; lesquels seront cartographiés dans le système de référencement.

Un comité de pilotage du projet sera mis en place au cours de l'implémentation de ce projet. Ce comité sera composé de toutes les parties prenantes dans chacune de 5 communautés dont : Plan International (Coordinatrice de projets, etc...), Inspection d'académie (circonscription scolaire,), ONG nationale impliquée aussi dans la mise en œuvre, Affaires sociale (Chef de secteur du MAS), Le Maire, Parents d'élèves (2), 2 enfants : 1 fille et 1 garçon.

Ce comité constituera un cadre approprié pour partager toutes les informations pertinentes en rapport avec l'évolution du projet. La fréquence de rencontre sera trimestrielle et c'est à cette occasion que le chef secteur des affaires sociales présentera la situation trimestrielle de la protection au niveau de la communauté et les réalisations déjà faites grâce au projet.

Implementation Plan

Le Projet sera exécuté avec le concours de partenaires y compris les organisations non gouvernementales (ONG), les structures communautaires de base et les services gouvernementaux/étatiques. Plan international renforcera les capacités techniques, l'appui à la supervision et la surveillance d'exécution des toutes les activités. Cette approche renforce le maintien/la continuité du Projet au-delà de l'appui de Plan international et CHF.

Parmi les principaux partenaires gouvernementaux identifiés nous citons le Secteur des affaires sociales a Carnot et AMada Gaza. En collaboration avec le Secteur des Affaires Sociales, Plan international formera et appuiera les assistants structures communautaires du gouvernement dans le milieu pour la promotion des services sociaux et le soutien à la protection. Le secteur des affaires sociales appuiera l'encadrement et la formation professionnelle des jeunes dans le centre.

Une ONG nationale sera sélectionnée sur base d'expérience dans le domaine et l'existence dans l'une des communautés. Cette ONG sera responsabilisée des renforcements des capacités des structures communautaires sur certaines thématiques de protection de l'enfant avec l'appui su staff de Plan international. Cette activité se fera en interaction avec les chefs secteurs des affaires sociales dans chacune de 5 communautés car la mise en place ou le renforcement de ces structures communautaires de protection de l'enfant relève de la compétence du ministère des affaires sociales. Pour la formation professionnelle des jeunes, des ateliers (à défaut des centres de formation en métiers) seront ciblés et se verront confiés les jeunes selon les filières choisies par les jeunes pour la formation. Ceci se fera en collaboration avec le service étatique ayant l'alphabétisation et la formation professionnelle dans ses attributions.

Le même cadre servant de comité de pilotage permettra à toutes ces parties de discuter aussi sur l'appropriation de ces activités par les membres de la communauté, encadrés par les partenaires étatiques.

Plan international travaillera avec les leaders locaux, des réseaux communautaires pour la protection de l'enfant et le centre d'encadrement des jeunes dans la conception et la planification des activités, et pendant la mise en œuvre et le monitoring.

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
Plan international et NRC	A Carnot, Plan collaborera avec NRC pour une meilleure coordination des activites et complementarite des activites de protection a celles de l'education. Un cadre de collaboration sera mis en place localement.
IEDA Relief	IEDA Relief intervient dans la zone avec un projet de monitoring des frontieres. Plan collaborera avec les moniteurs d'IEDA pour apporter reponse en cas d'identification des cas des enfants en besoin d'appui
PU AMI	PU AMI a realise a Amada Gaza une evaluation multisectorielle. En cas d'intervention, Plan collaborera avec cette ONG pour une complementarite dans la reponse en faveur des beneficiaires

Environment Marker Of The Project

Gender Marker Of The Project

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

Justify Chosen Gender Marker Code

L'analyse rapide de la situation de protection réalisée dans la Mambéré Kadei a permis de relever différents risques auxquels sont exposées les filles dans la préfecture de la Mambéré Kadei. Parmi les risques relevés, on peut citer, entre autre, l'exposition aux violences sexuelles des filles qui gèrent des petits commerces dans les chantiers miniers. En plus, 17 cas de viol à l'égard des filles mineures dont l'âge varie entre 11 et 17 ans, ont été enregistrés par l'Association des femmes juristes centrafricaine (AFJC). L'action proposée prend en compte les besoins spécifiques de protection des filles et garçons affectés par le conflit dans ces zones à travers un programme adoptant une approche sensible aux questions de genre. En particulier, les filles victimes de différents abus et de violences sexuelles en incluant les filles-mères (aussi celles ayant eu des grossesses non désirées) et bénéficieront des activités d'appui psychosocial, de référencement, la formation professionnelle, l'éducation parentale et les compétences de vie. En rapport avec l'éducation parentale et les compétences de vie, les groupes seront animés par les femmes leaders des communautés cibles en incluant les communautés déplacées musulmanes qui sont dans l'enclave à Carnot, tenant compte des sensibilités culturelles. Pour encourager la participation des filles-mères aux activités du projet, les espaces amis d'enfants recevront même les plus petits enfants pour certaines activités récréatives. Les données collectées pendant la mise en œuvre seront désagrégées par sexe et par âge. La participation et la mobilisation des femmes et filles seront facilitées à travers l'implication des associations des femmes existantes dans les communautés. La dimension genre sera prise en compte dans le recrutement du staff et volontaires communautaires.

Protection Mainstreaming

Le projet prévoit le renforcement des capacités des prestataires des services au niveau communautaire. Parmi les services qui seront cartographiés, il y aura les écoles et les services de santé. Les enseignants et les personnels de santé seront formés sur la protection de L'Enfant en urgence. Un appui matériel (kits récréatifs et fournitures) sera accordé aux prestataires des services en vue de rendre leurs services child friendly. Le staff de Plan et celui du partenaire assureront un suivi-appui aux prestataires pour se rassurer qu'ils intègrent les standards minimums de protection de L'Enfant dans leur travail respectif.

Country Specific Information

Safety and Security

Risque 1 : L'insécurité dans les zones du projet :

Mitigation : En vue de mitiger le risque d'insécurité, le conseiller en sécurité de Plan International sera impliqué à toutes les étapes de ce projet. Le respect des consignes sécuritaires aussi bien de Plan International que celles du système des Nations Unies sera de mise. Tous les intervenants auront droit à un briefing sécuritaire avant le démarrage des activités et les rapports journaliers de sécurité. Le conseiller en sécurité de Plan International en RCA effectuera une évaluation de la situation sécuritaire dans la zone d'intervention et formulera des recommandations claires pour la préserver la sécurité du staff, des bénéficiaires, et des biens du projet durant toute la période mise en œuvre du projet.

Risque 2 : La stabilité et volonté politique;

Mesure d'atténuation

Plan International suivra de près l'évolution de la situation politique en Centrafrique en collaboration avec les autres acteurs du Système des Nations Unies et prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer une mise en œuvre inclusive bénéficiant tous les bénéficiaires d'une façon neutre sans aucune considération politique.

Risque 3

Disponibilité des ressources humaines locales qualifiées pour la mise en œuvre du projet

Mesures d'atténuation

Plan International renforcera aussi les capacités du personnel des partenaires locaux à travers un nombre limité de spécialistes sectoriels au niveau de Plan International pour assurer une mise en œuvre qualitative des interventions de ce projet. Si besoin se fera sentir, Plan fera recours au redéploiement du staff très qualifié au niveau des pays de la région dans lesquels il est établi.

Access

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
Staff and Other Personnel Costs							
1.1	Chef de mission	S	1	8000	8	15%	9,600.00
	<i>(staff international non base totalement sur ce projet seulement. Il engage l'organisation vis a vis du bailleur des fonds)</i>						
1.2	Coordinateur des operations	S	1	7250	8	15%	8,700.00
	<i>(staff international non base totalement sur ce projet seulement. Il supervisera toutes les operations faites dans le cadre du projet)</i>						
1.3	Directeur des Finances	S	1	7250	8	15%	8,700.00
	<i>(staff international non base totalement sur ce projet seulement. Il est le responsable de tous les aspects financiers et produira les rapports financiers)</i>						
1.4	Coordinateur de Projet Plan	D	1	2000	8	50%	8,000.00
	<i>(staff national directement implique et base sur le projet. Il/elle va coordonner toutes les activites du projet sur terrain et representera l'organisation au niveau local)</i>						
1.5	Chef de Projet partenaire	D	1	600	8	100%	4,800.00
	<i>(staff national directement implique et base sur le projet charge sur le partenaire. Il/elle suivra la mise en oeuvre par le staff partenaire)</i>						
1.6	Consultant pour l'etude du marche	D	1	4000	1	100%	4,000.00
	<i>Consultant national, individu ou un cabinet qui va faire une etude et degager les filieres rentables pouvant eclaire les jeunes dans le choix</i>						
1.7	Specialiste en protection de l'enfant	D	1	7250	8	50%	29,000.00
	<i>(staff international non base sur ce projet seulement. Concepteur de la strategie globale pour la protection de l'enfant, des outils de travail et responsable de la qualite dans la mise en oeuvre. Il apportera appui permanent au staff du terrain)</i>						
1.8	Officier de protection	D	2	1100	8	100%	17,600.00
	<i>(staff national directement implique et base sur le projet. Il/elle participe dans la mise en oeuvre avec les partenaires, appui le staff partenaire dans l'implementation et joue un role intermediaire entre le specialist protection de L'Enfant, le staff partenaire et les volontaires communautaires)</i>						
1.9	Assistant protection partenaire	D	2	300	8	100%	4,800.00
	<i>(staff national directement implique et base sur le projet mais charge sur le partenaire. Ils/ells travaillent du jour au jour avec les volontaires communautaires dans la mise en oeuvre. Traduisent les messages dans la langue locale)</i>						
1.10	chauffeur	S	1	500	8	100%	4,000.00
	<i>(staff national directement implique et base sur le projet. Accompagnera le staff dans la mise en oeuvre)</i>						
1.11	Conseiller Securite	S	1	7250	8	15%	8,700.00
	<i>(staff international non base sur ce projet seulement. Il formera le staff sur la securite. et suivra au quotidien la situation securitaire et definira des conduits a tenir)</i>						

1.12	Comptable	S	1	1200	8	100%	9,600.00
	<i>(staff national directement implique et base sur le projet. Il/elle tiendra la comptabilité du projet au quotidien. Verifiera les pieces justificatives et veillera au respect des procedures)</i>						
1.13	charge du Monitoring journalier	D	1	300	8	100%	2,400.00
	<i>(staff national directement implique et base sur le projet charge sur le partenaire. Il/elle collectera les donnees en rapport avec la protection de l'enfant au quotidien au pres des membres des structures communautaires)</i>						
	Section Total						119,900.00
Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Appui en alimentation aux enfants referes dans les FAT	D	20	50	8	100%	8,000.00
	<i>Ici il s'agit de 4 cas par communaute/mois et 2.5\$ par cas pour tous les 8 mois du projet. Cet appui sera accorde en compensation a la prise en charge et non comme avance</i>						
2.2	Appui aux RECOPE pour referencement des enfants(produits, multiplication fiches, etc..)	D	5	120	8	100%	4,800.00
	<i>Il s'agit de multiplication des fiches de refencement qui est estimee a 0,4\$ par fiche, achat pile pour megaphones pour les séances de sensibilisation</i>						
2.3	Transport matériel	S	1	650	8	100%	5,200.00
	<i>600\$ paiement transport cargo et 50\$ de Manutention par mois et c'est pendant tous les 8 mois du projet. Il s'agit de transport des materiels et fournitures achetes a Bangui et achemines a Carnot</i>						
2.4	Carburant et entretien véhicule	S	1	750	8	100%	6,000.00
	<i>Il s'agit de 500 litres pour un prix de 1,2\$ et 150\$ d'entretien (achat huile moteur, etc...). Ceci se justifie par la distance que le vehicule aura a parcourir soit une distance de plus ou moins 250 Km pour lier les deux axes retenus pour le projet</i>						
2.5	Carburant et entretien moto	S	1	150	8	100%	1,200.00
	<i>Il s'agit de 95 litres d'essence pour un prix de 1.2\$ et 35 \$ d'entretien par mois .</i>						
2.6	Kits pour espace amis d'enfant	D	5	3000	1	100%	15,000.00
	<i>Il s'agit de differents materiels/kits (materiels sportifs, materiels educatifs, materiels culturels, ...) Difficile de preciser la repartition de l'argent raison pour laquelle on estime un montant forfaitaire</i>						
2.7	Materiel de senibilisation/formation (Megaphones, affiches etc)	D	1	2800	1	100%	2,800.00
	<i>Il s'agit ici des materiels de sensibilisation tells que les megaphones, les microphones, generateur et leurs consommables comme piles et carburant</i>						
2.8	Achat kits pour les clubs des jeunes	D	6	1300	1	100%	7,800.00
	<i>Les kits dependront du domaine de chaque clubs (culturel, sportif, etc...) rasion pour laquelle on a prevu un montant forfaitaire par club.</i>						
2.9	Achat materielees pour les prestataires afin de rendre leurs services child friendly	D	35	200	1	100%	7,000.00
	<i>Les materiels dependront aussi du domaine de service. C'est comme ca qu'il y aura des kits pour les ecoles, centres de santé, etc... Ici aussi on a prevu un forfait par service</i>						
2.10	Achat materiels pour les life skills	D	6	250	2	100%	3,000.00
	<i>Il s'agit des fournitures et meteriels pour la formation (flip chart, marqueurs, carton chemises, etc..) ces materiels seront utilises dans toutes les communautes et pendant 6 mois</i>						
2.11	Achat kits pour la formation professionnelle(training kits)	D	70	200	1	100%	14,000.00
	<i>Il est difficile d'estimer le cout en detail car les Kits dependront du choix des jeunes et le prix dependra du genre des materiels rasion pour laquelle on estime un montant forfaitaire</i>						
2.12	Achat kits pour la reinsertion socio professionnelle des jeunes qui ont fini la formation professionnelle(starting kits)	D	70	500	1	100%	35,000.00
	<i>Il est difficile d'estimer le cout en detail car les Kits dependront du choix des jeunes et le prix dependra du genre des materiels rasion pour laquelle on estime un montant forfaitaire</i>						
2.13	Achat consommables pour les jeunes en formation professionnelle	D	6	550	6	100%	19,800.00
	<i>Il est difficile d'estimer le cout en detail car les consomables dependront du choix des jeunes et le prix dependra du genre des materiels rasion pour laquelle on estime un montant forfaitaire</i>						
2.14	Achat materiels pour le renforcement des capacites des parents	D	6	200	2	100%	2,400.00
	<i>Il s'agit des fournitures et meteriels pour la formation (flip chart, marqueurs, carton chemises, etc..) ces materiels seront utilises dans toutes les communautes et pendant 6 mois</i>						
2.15	Kit pour famille d'acceuil	D	34	250	1	100%	8,500.00

	<i>Chaque Kit contiendra 1 matelas, 1 paire de drap, istanciles de cuisine, etc..</i>						
	Section Total						140,500.00
Equipment							
3.1	Moto	S	2	2000	1	100%	4,000.00
	<i>Il s'agit de 2 motos</i>						
3.2	Matériels Visibilité	D	1	3000	1	100%	3,000.00
	<i>(tee shirt, gadget, couverture mediatique des evenements du projet, documentaires, banderoles)</i>						
3.3	Achat Kit de mobiliers pour les EAE	D	5	1200	1	100%	6,000.00
	<i>(tables bancs, chaises, armoires et tableaux)</i>						
3.4	Achat mobiliers pour le bureau	S	1	4500	1	100%	4,500.00
	<i>(tables bans, chaises, armoires, etc.)</i>						
3.5	Equipements pour la rehabilitation de l'espace amis d'enfant	D	5	1300	1	100%	6,500.00
	<i>Materiaux pour la construction des hangars des EAE: bois, toles, etc..</i>						
3.6	Achat camera pour le projet	D	1	300	1	100%	300.00
	<i>Il s'agit d'une camera pour la prise des images</i>						
3.7	Ordinateurs portables	S	2	1250	2	100%	5,000.00
	<i>ordinateur portable pour le staff</i>						
	Section Total						29,300.00
Contractual Services							
4.1	Rehabilitation des espaces amis d'enfants	D	5	3000	1	100%	15,000.00
	<i>Paiement entrepreneur et achat materiaux de complement pour la construction des EAE</i>						
4.2	Location d'une villa pour bureau a Bangui	S	1	5000	8	25%	10,000.00
	<i>Il s'agit de la contribution avec 25% pour la location du bureau national de Bangui</i>						
4.3	Location d'une villa pour bureau a Berberati	S	1	850	8	50%	3,400.00
	<i>Il s'agit de la contribution avec 50% pour la location du bureau de Berberati qui controle toute la zone de la Mambere Kadei</i>						
4.4	Contrat avec une societe de gardienage pour la prise en charge de 3 agents de securite pour le bureau de Bangui	S	1	950	8	100%	7,600.00
	<i>Montant paye mensuellement a la societe de gardienage pour les 3 gardiens commis a la garde</i>						
4.5	Motivation pour les encadreurs des espaces amis d'enfants	D	25	100	8	100%	20,000.00
	<i>Il s'agit de la motivation mensuelle (50000 XFCA) par volontaire, pour 8 mois et pour les 25 a raison de 5 par EAE</i>						
	Section Total						56,000.00
Travel							
5.1	Missions de supervision par le staff national par UNAS	S	3	400	8	100%	9,600.00
	<i>Il s'agit de 4 courses par mois pour 100\$ pendant les mois de projet</i>						
5.2	Missions d'appui au projet du staff Reg. Deployes	S	2	2500	1	100%	5,000.00
	<i>Il s'agit de 2 billet aller-retour Bangui-Dakar pour des missions d'appui des experts du bureau regional a la mission de la RCA</i>						
	Section Total						14,600.00
Transfers and Grants to Counterparts							
6.1	Alphabetiseurs	D	2	125	8	100%	2,000.00
	<i>Il s'agit du paiement de 2 alphabetiseurs (pour 70 jeunes soit 35 a chacun) a rasion de 125\$ pour les mois du projet.</i>						

6.2	Maitre artisans fromateur	D	5	125	8	100%	5,000.00
	<i>Paieement de 5 maitres artisans formateurs pendant 8 mois. Il s'agit de 5 filieres qui seront organisees pour les jeunes.</i>						
6.3	Formateur des Maitres artisans formateurs (MAF) sur la constitution de la matiere	D	1	1000	1	100%	1,000.00
	<i>C'est un forfait (constitution des modules, honoraires, transport, etc...) pour le paieement d'un technician qui formera les MAF sur la composition du curriculum.</i>						
6.4	Formation des membres des commite de PE, autorites locales, FAT et encadreurs des EAE sur la protection de l'enfant en urgence	D	80	20	2	100%	3,200.00
	<i>20\$/personne (pour la pause café, contribution location sale, dejeuner, materiels, etc...) pour 80 personnes a deux reprise</i>						
6.5	Formation des animateurs pour EAE	D	30	20	3	100%	1,800.00
	<i>20\$/personne (pour la pause café, contribution location sale, dejeuner, materiels, etc...) pour 30 personnes a trois reprise</i>						
6.6	Formation des encadreurs des EAE et membres des RECOPEs sur l'appui psychosocial	D	70	20	3	100%	4,200.00
	<i>20\$/personne (pour la pause café, contribution location sale, dejeuner, materiels, etc...) pour 70 personnes a deux reprise</i>						
6.7	Formation des prestataires des services sur la PE en urgence	D	60	20	2	100%	2,400.00
	<i>20\$/personne (pour la pause café, contribution location sale, dejeuner, materiels, etc...) pour 60 personnes a deux reprise</i>						
6.8	Formation des maitres astisans formateurs sur la composition de la matiere	D	8	90	5	100%	3,600.00
	<i>90\$/personne (pour la pause café, contribution location sale, dejeuner, materiels pour essaietc...) pour 8 personnes a deux reprise. Le cout est eleve ici car les MAF doivent proceder a des essais avec les materiels qu'ils auront achetees</i>						
6.9	Telephone et licence pour collecte des donnees (software for M&A&A&E)	D	1	750	1	100%	750.00
	<i>Il s'agit d'un telephone et du credit pour le monitoring quotidien</i>						
6.10	Supervsion et appui institutionel du Ministere des Affaires Sociale et Ministere de l'Education	D	2	300	8	100%	4,800.00
	<i>Acheter les fournitures en appui au focntionnement des chefs secteurs au niveau local, location moto, achat carburant pour leur mobilite, etc...</i>						
6.11	Campagne de mobilisation communautaire sur la protection de l'enfant et/ou la paix qui sera faite dans les communités	D	2	2700	1	100%	5,400.00
	<i>Il s'agit du rafraichissement des enfants, achat des tenues pour les séances de sensibilisation, etc...</i>						
6.12	Rencontre pour le renforcement des comites communautaires des PE et FAT	D	3	200	1	100%	600.00
	<i>Rafraichissement pour les participants a des reunions (3 reunions)</i>						
6.13	Prise en charge de certains cas d'abus et de violences	D	10	100	8	50%	4,000.00
	<i>Il s'agit de l'appui au referencement (paiement de transport pour les VVS, ENAS a reunifier, etc..) avec 100\$ pour 10 cas /mois pendant les 8 mois</i>						
6.14	Evaluation finale du projet	D	1	2500	1	100%	2,500.00
	<i>Paieement enqueteurs pendant 8 jours, multiplication des fiches d'enquete, achat fournitures, etc...)</i>						
6.15	Formation de toutes les parties sur la securite (30 personnes)	S	30	20	2	100%	1,200.00
	<i>30\$/personne (pour la pause café, contribution location sale, dejeuner, materiels, etc...) pour 60 personnes a deux reprise. Le cout unitaire est eleve car il y aura plus des materiels pour faire des simulations</i>						
6.16	Couts base ONG nationale (eau, carburant groupe, maintenance et autres)	S	1	400	8	100%	3,200.00
	<i>Contribution a la location bureau, paieement factures eau, electricite et achat fournitures pour le fonctionnement du bureau partenaire</i>						
	Section Total						45,650.00
General Operating and Other Direct Costs							
7.1	Achat/Location vehicule	S	1	3250	8	100%	26,000.00
	<i>Location vehicule 108\$ (62000 XFCA)/jour pour 30 jours/mois pendant 8 mois</i>						
7.2	Consommable Bureau	S	1	750	8	100%	6,000.00
	<i>Fournitures de bureau, cartouche pour imprimante pour les deux bureau: Bangui et Berberati</i>						
7.3	hotels	S	5	250	7	100%	8,750.00

	13 nuites/mois a raison de 20\$/nuit pour les 5 expatries de Bangui en mission sur terrain pendant 7 mois						
7.4	Baseline et rapportage trimestrielle	D	2	750	3	100%	4,500.00
	<i>Païement enqueteurs, multiplication fiches d'enquete pour la baseline sur les deux axes. Production de rapport pour les partenaires</i>						
7.5	Printer &&& photocopier	S	2	4500	1	100%	9,000.00
	<i>Achat imprimantes, photocopieuse, scanneur pour les 2 bureau: Bangui et Berberati</i>						
7.6	Coûts de communication	S	1	950	8	100%	7,600.00
	<i>Credit telephone pour tous les staffs implique dans le projet (moyenne de 68\$ pour les 14 personnes) pendant les 8 mois</i>						
	Section Total						61,850.00
SubTotal			655				467,800.00
Direct							295,250.00
Support							172,550.00
PSC Cost							
PSC Cost Percent							7%
PSC Amount							32,746.00
Total Cost							500,546.00
Audit Cost							0%
Grand Total CHF Cost							500,546.00
Project Locations							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Mambéré Kadéï		899	899	553	555	2,906	

Activity 1.1.1 : Renforcer et/ou faciliter la mise en place de structures communautaires additionnelles de protection de l'enfant (RECOPEs, FAT, Clubs des jeunes, etc...) à Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza

Activity 1.1.2 : Former les membres des structures communautaires sur la protection de L'Enfant en urgence et le referencement des cas de protection

Activity 1.1.3 : Appuyer les RECOPEs par les materiels et fournitures pour leurs travail

Activity 1.1.4 : Appuyer les FATs par des materiels de travail et l'accompagnement

Activity 1.1.5 : Appuyer les clubs des jeunes avec les materiels de travail et l'accompagnement

Activity 1.2.1 : Fournir un accompagnement technique régulier aux structures communautaires de protection de l'enfant avec des visites et briefing sur l'utilisation des outils

Activity 1.2.2 : Appuyer la tenue des réunions trimestrielles avec les matériels et rafraichissement entre les prestataires des services et les membres des structures communautaires de protection de l'enfant pour évaluer le système de référencement

Activity 1.3.1 : Renforcer les systèmes effectifs d'identification et de référencement des cas de protection à travers un appui financier et matériel.

Activity 1.3.2 : Produire la cartographie des services de prise en charge au niveau de chaque communauté et la vulgariser dans toutes les 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza)

Activity 1.3.3 : Suivre le référencement et appuyer les membres des RECOPEs avec des orientations techniques

Activity 1.4.1 : Organiser des séances trimestrielles de coordination entre les structures de protection de l'enfance et les prestataires de services dans toutes les 5 communautés

Activity 2.1.1 : Fournir des conseils et informations (services de protection, droits de l'enfants, etc..) sur la protection de l'enfant aux enfants

Activity 2.2.1 : Mise en place de 5 espaces amis d'enfants dans chacune de 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza)

Activity 2.2.2 : Faire l'identification des enfants non accompagnés et les réunir avec leurs familles

Activity 2.2.3 : Ogranisation des activites creatives et recreatives dans les communautes

Activity 2.3.1 : Organiser des séances hebdomadaires s d'éducation à la vie en faveur des enfants et jeunes sur différents thèmes renforçant leurs compétences

Activity 2.3.2 : Faire les etudes des cas pour evaluer le changement realize par les enfants grace aux activites du projet

Activity 2.4.1 : Realiser une etude du marche pour degager les filieres rentables avec moins de risque

Activity 2.4.2 : Organiser l'alphabetisation fonctionnelle en faveur des jeunes qui ne savent pas lire et ecrire

Activity 2.4.3 : Organiser la formation professionnelle avec differentes filieres choisies par les jeunes sous l'orientation de l'etude du marche

Mambéré Kadéï -> Amada-Gaza	40	1,798	1,798	1,106	1,110	5,812	<p>Activity 1.1.1 : Renforcer et/ou faciliter la mise en place de structures communautaires additionnelles de protection de l'enfant (RECOPEs, FAT, Clubs des jeunes, etc...) à Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza</p> <p>Activity 1.1.2 : Former les membres des structures communautaires sur la protection de L'Enfant en urgence et le referencement des cas de protection</p> <p>Activity 1.1.3 : Appuyer les RECOPEs par les materiels et fournitures pour leurs travail</p> <p>Activity 1.1.4 : Appuyer les FATs par des materiels de travail et l'accompagnement</p> <p>Activity 1.1.5 : Appuyer les clubs des jeunes avec les materiels de travail et l'accompagnement</p> <p>Activity 1.2.1 : Fournir un accompagnement technique régulier aux structures communautaires de protection de l'enfant avec des visites et briefing sur l'utilisation des outils</p> <p>Activity 1.2.2 : Appuyer la tenue des réunions trimestrielles avec les matériels et rafraichissement entre les prestataires des services et les membres des structures communautaires de protection de l'enfant pour évaluer le système de référencement</p> <p>Activity 1.3.1 : Renforcer les systèmes effectifs d'identification et de référencement des cas de protection à travers un appui financier et matériel.</p> <p>Activity 1.3.2 : Produire la cartographie des services de prise en charge au niveau de chaque communauté et la vulgariser dans toutes les 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza)</p> <p>Activity 1.3.3 : Suivre le référencement et appuyer les membres des RECOPEs avec des orientations techniques</p> <p>Activity 1.4.1 : Organiser des séances trimestrielles de coordination entre les structures de protection de l'enfance et les prestataires de services dans toutes les 5 communautés</p> <p>Activity 2.1.1 : Fournir des conseils et informations (services de protection, droits de l'enfants, etc..) sur la protection de l'enfant aux enfants</p> <p>Activity 2.2.1 : Mise en place de 5 espaces amis d'enfants dans chacune de 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza)</p> <p>Activity 2.2.2 : Faire l'identification des enfants non accompagnés et les réunir avec leurs familles</p> <p>Activity 2.2.3 : Ogranisation des activites creatives et recreatives dans les communautes</p> <p>Activity 2.3.1 : Organiser des séances hebdomadaires s d'éducation à la vie en faveurs des enfants et jeunes sur différents thèmes renforçant leurs compétences</p> <p>Activity 2.3.2 : Faire les etudes des cas pour evaluer le changement realize par les enfants grace aux activites du projet</p> <p>Activity 2.4.1 : Realiser une etude du marche pour degager les filieres rentables avec moins de risque</p> <p>Activity 2.4.2 : Organiser l'alphabetisation fonctionnelle en faveur des jeunes qui ne savent pas lire et ecrire</p> <p>Activity 2.4.3 : Organiser la formation professionnelle avec differentes filieres choisies par les jeunes sous l'orientation de l'etude du marche</p>
-----------------------------	----	-------	-------	-------	-------	-------	---

Mambéré Kadéï -> Gadzi	40	1,798	1,798	1,106	1,110	5,812	<p>Activity 1.1.1 : Renforcer et/ou faciliter la mise en place de structures communautaires additionnelles de protection de l'enfant (RECOPEs, FAT, Clubs des jeunes, etc...) à Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza</p> <p>Activity 1.1.2 : Former les membres des structures communautaires sur la protection de L'Enfant en urgence et le referencement des cas de protection</p> <p>Activity 1.1.3 : Appuyer les RECOPEs par les materiels et fournitures pour leurs travail</p> <p>Activity 1.1.4 : Appuyer les FATs par des materiels de travail et l'accompagnement</p> <p>Activity 1.1.5 : Appuyer les clubs des jeunes avec les materiels de travail et l'accompagnement</p> <p>Activity 1.2.1 : Fournir un accompagnement technique régulier aux structures communautaires de protection de l'enfant avec des visites et briefing sur l'utilisation des outils</p> <p>Activity 1.2.2 : Appuyer la tenue des réunions trimestrielles avec les matériels et rafraichissement entre les prestataires des services et les membres des structures communautaires de protection de l'enfant pour évaluer le système de référencement</p> <p>Activity 1.3.1 : Renforcer les systèmes effectifs d'identification et de référencement des cas de protection à travers un appui financier et matériel.</p> <p>Activity 1.3.2 : Produire la cartographie des services de prise en charge au niveau de chaque communauté et la vulgariser dans toutes les 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza)</p> <p>Activity 1.3.3 : Suivre le référencement et appuyer les membres des RECOPEs avec des orientations techniques</p> <p>Activity 1.4.1 : Organiser des séances trimestrielles de coordination entre les structures de protection de l'enfance et les prestataires de services dans toutes les 5 communautés</p> <p>Activity 2.1.1 : Fournir des conseils et informations (services de protection, droits de l'enfants, etc..) sur la protection de l'enfant aux enfants</p> <p>Activity 2.2.1 : Mise en place de 5 espaces amis d'enfants dans chacune de 5 communautés (Carnot, Gadzi, Guen et sur l'axe Berberati-Amada Gaza)</p> <p>Activity 2.2.2 : Faire l'identification des enfants non accompagnés et les réunir avec leurs familles</p> <p>Activity 2.2.3 : Ogranisation des activites creatives et recreatives dans les communautes</p> <p>Activity 2.3.1 : Organiser des séances hebdomadaires s d'éducation à la vie en faveur des enfants et jeunes sur différents thèmes renforçant leurs compétences</p> <p>Activity 2.3.2 : Faire les etudes des cas pour evaluer le changement realize par les enfants grace aux activites du projet</p> <p>Activity 2.4.1 : Realiser une etude du marche pour degager les filieres rentables avec moins de risque</p> <p>Activity 2.4.2 : Organiser l'alphabetisation fonctionnelle en faveur des jeunes qui ne savent pas lire et ecrire</p> <p>Activity 2.4.3 : Organiser la formation professionnelle avec differentes filieres choisies par les jeunes sous l'orientation de l'etude du marche</p>
------------------------	----	-------	-------	-------	-------	-------	--

Documents

Category Name	Document Description